

PROJET DE MARCHÉ N° Projet
AFFAIRE 2025-004-VB
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Entre,

La **Société civile Synchrotron SOLEIL**, domiciliée L'Orme des Merisiers – Départementale 128 – 91190 Saint-Aubin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Evry sous le numéro RCS : 439 684 903, représentée par Monsieur _____ en qualité de Directeur général et par Monsieur _____ en qualité de Directeur Administratif et Financier, ci-après dénommée « SOLEIL »,

d'une part,

Et

La société _____ domiciliée _____, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro _____ représenté par _____ en qualité de _____ ci-après dénommée "le Titulaire",

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

TABLE DES MATIERES

1. OBJET	4
2. DOCUMENTS APPLICABLES	4
3. OBLIGATIONS / RESPONSABILITES	5
3.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	5
3.2. CONFIDENTIALITE	5
4. MODALITES D'EXECUTION	5
4.1 MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR LA REALISATION.....	5
4.1.1. POUR LE TITULAIRE :	5
4.1.2. POUR SOLEIL :	6
4.2 LIEU D'EXECUTION.....	6
5. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
5.1. DISPOSITIONS GENERALES.....	6
5.2. DOCUMENTS DE REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
5.3. CRITERES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
5.4. DELAIS DE CONSULTATION DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE	7
6. CONDITIONS DE REPONSE AUX MARCHES SUBSEQUENTS	7
6.1. OBLIGATION DE REPONSE	7
6.2. MOTIVATION DE NON REPONSE	7
6.3. SANCTIONS DU NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT DE REPONSE	8
7. CONDITION D'EXECUTION	8
8. CONFLIT D'INTERET	8
9. DUREE DU MARCHE	8
10. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE.....	9
11. PRIX DE L'ACCORD-CADRE	9
12. REVISION DE PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	10
12.1. DEFINITION DE LA FORMULE	10
12.2. CLAUSE DE SAUVEGARDE	10
12.3. FORME DES PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
13. PENALITES	11
14. CLAUSE DE REEXAMEN	11
14.1. MODIFICATION A L'ACCORD-CADRE	11
14.2. ATTEINTE DU MONTANT MAXIMUM.....	12
15. CONDITIONS DE FACTURATION	12

15.1. TERMES DE PAIEMENT	12
15.2. MODALITES DE FACTURATION	12
16. RESILIATION	12
16.1. MODALITES DE RESILIATION	12
16.1.1. RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AUX ACCORDS-CADRES	13
16.1.2. RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	13
16.2. TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE	13
17. ASSURANCES.....	13
18. INTERLOCUTEURS TECHNIQUES.....	13
19. DEROGATION AU CCAG 2021.....	14
20. SIGNATURES VIA YOUSIGN	14

1. OBJET

Le présent accord-cadre multi-attributaire définit les conditions selon lesquelles SOLEIL confie au Titulaire, qui accepte, la Mission de AMO/MOE/DIAG dans les domaines suivants :

- **CVC (Climatisation, Ventilation et Chauffage), régulation et GTC,**
- **Plomberie, sanitaire,**
- **Electricité courant fort et courant faible,**
- **Assainissement, VRD (voirie et réseaux divers).**

Pour le compte du groupe Bâtiments/Infrastructures de la société civile Synchrotron SOLEIL située à l'Orme des Merisiers, 91190 Saint-Aubin

Les prestations, objet du présent accord-cadre, comportent notamment :

- **Missions AMO (Assistant à Maître d'Ouvrage)**
- **Missions MOE (Maître d'œuvre)**
- **Missions Diagnostics**

Le CCTP joint au présent accord-cadre précise les prestations attendues et les conditions d'exécution de ces prestations. Les CCTP « marché subséquent » qui seront remis lors de la passation des marchés subséquents compléteront le CCTP joint.

Le présent accord-cadre ne permet pas l'exécution des prestations définies dans le CCTP. L'exécution des prestations est conditionnée à la passation de marchés subséquents pour chaque besoin de prestation.

2. DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre ou des marchés subséquents conclus sur son fondement, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

1. le présent accord-cadre valant acte d'engagement et CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières),
2. le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) – version 2021,
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) intitulé « Mission de AMO/MOE/DIAG dans les domaines techniques CVC, Plomberie, Electricité CF0/CFa » référencé AI-BAT-P-CCTP-2046 daté de janvier 2025,
4. le règlement intérieur du Synchrotron SOLEIL (édition du 1er mai 2014),
5. la proposition du Titulaire référence [REDACTED] datée du [REDACTED],
6. le Bordereau de Prix Unitaire (BPU).

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite.

Le CCAG-TIC est réputé connu du Titulaire. Il n'est pas matériellement joint aux pièces de l'accord-cadre mais il est disponible sur le site Internet Légifrance à l'adresse suivante :

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310689/2021-04-01/>

3. OBLIGATIONS / RESPONSABILITES

3.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire se conformera aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site et plus généralement à toutes les instructions qui lui seraient données par SOLEIL. Le Titulaire se conformera notamment aux conditions particulières prévues dans le CCTP et dans le CCAG.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, en regard des délais contractuels, du non-respect de ses obligations ou des délais d'instruction des dossiers.

Tous les documents et/ou livrables prévus dans le cadre de l'accord-cadre seront datés et visés conjointement avec SOLEIL et seront tenus dans une base de remise de documents dûment renseignée.

Tous les documents et/ou livrables seront rédigés en langue française.

Tous les documents élaborés au cours des différentes phases de l'opération devront être approuvés par SOLEIL.

Tous les documents élaborés au cours des différentes phases de l'opération sont la propriété de SOLEIL.

Il est rappelé que tout intervenant du Titulaire reste sous l'autorité hiérarchique du Titulaire cités à l'article 18 ci-après.

3.2. CONFIDENTIALITE

Outre les dispositions prévues à l'article 5 du CCAG PI 2021 « Confidentialité – Protection des données personnelles – mesures de sécurité », le Titulaire s'engage formellement, tant pour lui-même que pour ses collaborateurs, à ne jamais communiquer ou publier en France et/ou à l'étranger, sans autorisation préalable et écrite de SOLEIL, les résultats issus des prestations effectuées ainsi que les renseignements de toute nature dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre et qui ne seraient pas du domaine public ou dont il aurait déjà connaissance à la signature du présent accord-cadre.

4. MODALITES D'EXECUTION

4.1 MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR LA REALISATION

4.1.1. POUR LE TITULAIRE :

La bonne exécution des prestations dépendant en particulier de la composition qualitative et quantitative de l'équipe, le Titulaire a l'obligation de maintenir en place chacun de ses membres et notamment le coordonnateur de l'équipe, nommément désignés (personnes physiques) pendant la durée nécessaire à l'accomplissement des prestations.

Si l'un des membres de l'équipe désignée n'est pas en mesure d'accomplir sa mission, le Titulaire doit en aviser immédiatement la maîtrise d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

A ce titre, obligation est faite au Titulaire de désigner un remplaçant (de qualité et de disponibilité équivalente ou supérieure) et d'en communiquer le nom et les titres au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Si le maître d'ouvrage n'accepte pas le remplaçant proposé, le Titulaire dispose de 15 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le maître d'ouvrage. A défaut de désignation, ou si le remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG-PI. Le Titulaire s'engage à affecter le personnel compétent et qualifié pour effectuer les prestations relatives au présent accord-cadre.

Le Titulaire devra prévoir le remplacement de son personnel en cas de congés maladie ou congés annuels, ou bien s'il est amené à quitter sa mission, par du personnel de qualification et de niveau au moins équivalente.

Après discussion avec le Titulaire, SOLEIL se réserve le droit de demander le remplacement d'un de ses personnels dans le cas où celui-ci ne satisferait pas la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

Le Titulaire devra fournir tout matériel ou tout autre équipement nécessaire pour assurer sa mission relative à la qualité de travail et à la sécurité de son personnel.

4.1.2. POUR SOLEIL :

Pendant toute la durée de la réalisation des prestations du présent accord-cadre, SOLEIL met à la disposition du Titulaire, à titre gracieux, provisoire et précaire, les moyens nécessaires à la réalisation des prestations, notamment les informations et documents spécifiques relatifs à la prestation.

L'ensemble des moyens fournis au Titulaire par SOLEIL dans le cadre du présent accord-cadre, y compris les documents, devront être restitués par le Titulaire à SOLEIL à la date de l'interruption de l'accord-cadre, quelle qu'en soit la raison (résiliation, ...), ou à l'échéance de ce dernier.

4.2 LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des prestations sera défini dans chaque CCTP.

5. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

5.1. DISPOSITIONS GENERALES

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents conclus sur la base de cet accord seront attribués après remise en concurrence de tous les Titulaires de l'accord-cadre.

Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin.

5.2. DOCUMENTS DE REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE

Les documents de remise en concurrence propres à chaque marché subséquent seront transmis via la plateforme de dématérialisation PLACE.

Les Titulaires de l'accord-cadre seront invités à remettre une offre sur la base des documents de remise en concurrence qui lui seront adressés.

Pour chaque prestation demandée par SOLEIL, accompagnée d'un cahier des charges, le Titulaire adresse un devis détaillé faisant apparaître :

- La nature des prestations (détail des missions)
- Le montant forfaitaire des prestations, décomposé selon les éléments de prix fixés au présent accord-cadre,
- Le délai d'exécution éventuellement décomposé en phase.

Ce devis sera établi sur la base des prix détaillé dans le BPU, joint en annexe au présent accord-cadre.

5.3. CRITERES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

L'attribution se fera sur la base :

- du prix global : 10 %
- du profil des ingénieurs proposés 30 %
- du temps alloué en corrélation avec les prestations demandées 30 %
- du planning proposé 30 %

5.4. DELAIS DE CONSULTATION DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE

Les documents de remise en concurrence indiqueront la date et l'heure limites de remise des offres.

Le délai de réponse à la consultation sera fixé à une semaine.

Il appartient au Titulaire de solliciter SOLEIL afin d'obtenir toutes les précisions nécessaires pour répondre utilement et conformément à la consultation.

6. CONDITIONS DE REPONSE AUX MARCHES SUBSEQUENTS

6.1. OBLIGATION DE REPONSE

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à formuler une réponse, dans le délai fixé par SOLEIL, à chaque remise en concurrence dans le cadre d'un marché subséquent.

6.2. MOTIVATION DE NON REPONSE

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les mesures pour faire face à ses engagements. En cas de non-réponse pour un marché subséquent, le Titulaire doit motiver, justifications formelles à l'appui de son absence d'offre.

Sera uniquement recevable l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des raisons parfaitement indépendantes de la volonté du Titulaire, de moyens humains ou matériels, ou en cas de force majeure.

Ne sera pas recevable l'engagement de ces moyens sur d'autres opérations : il appartient au Titulaire de prendre toutes les mesures, recrutements, intérim, pour faire face à ses engagements.

6.3. SANCTIONS DU NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT DE REPONSE

En cas de non-réponse, le Titulaire sera redevable, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité définie dans l'article « pénalités » ci-dessous.

Si le Titulaire défaillant de l'accord-cadre est déjà Titulaire d'un marché subséquent, la pénalité sera déduite par SOLEIL du prix dû au titre de l'exécution des prestations alors en cours.

7. CONDITION D'EXECUTION

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu une commande OS (Ordre de Service), signé par la personne habilitée de SOLEIL, valant acceptation du devis présenté lors du lancement d'un marché subséquent.

Le Titulaire dispose d'un délai d'une semaine pour formuler d'éventuelles observations sur les termes de la commande. Sans observation dans ce délai, elle sera considérée comme ayant été acceptée.

Aucune commande OS ne sera émise en régularisation de prestations effectuées sans autorisation.

Le Titulaire n'est autorisé à recourir à la sous-traitance qu'après accord écrit de SOLEIL.

Cet accord ne dégage en rien le Titulaire de sa responsabilité quant au choix du sous-traitant, ni de son obligation de contrôler et de vérifier les prestations sous-traitées.

Suivant la complexité de la prestation, il pourra être demandé au Titulaire de fournir avec le devis un planning détaillé de la prestation indiquant les grandes phases de celle-ci.

8. CONFLIT D'INTERET

Le Titulaire du présent accord-cadre s'engage à n'avoir aucun lien avec les futurs soumissionnaires aux affaires confiées. Le candidat ne pourra en aucun cas soumissionner (en son nom ou en tant que membre d'un groupement) sauf à démontrer qu'il n'y a pas de situation de conflit d'intérêts et/ou d'avantage concurrentiel irrattrapable par rapport aux autres soumissionnaires, la société sera jugée responsable.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, pourra entraîner la résiliation du présent accord-cadre à ses torts, sans formalités judiciaires, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice de SOLEIL.

9. DUREE DU MARCHE

La durée du présent accord-cadre est de **2 ans (DEUX ANS) à compter du XXXXXX**, renouvelable 2 (DEUX) fois par période successive d'un 1 an (UN AN), sans que sa durée totale puisse excéder 4 ans (QUATRE ANS).

Cependant, le terme de l'accord-cadre pourra survenir lorsque le montant maximum annoncé dans l'article 10 a été atteint.

Sauf stipulation contraire, la reconduction prévue au titre du présent accord-cadre est tacite et le Titulaire ne peut s'y opposer.

En cas de non-reconduction, SOLEIL se prononcera, par écrit, dans les trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

La conclusion des marchés subséquents passés sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

10. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

Le montant total des prestations, objet du présent accord-cadre, ne pourra en aucun cas dépasser le budget de **700 000 €HT** (sept cent mille euros hors taxes) tout attributaire confondu sur la durée globale de l'accord-cadre soit 4 ans

SOLEIL se réserve le droit de stopper toute prestation si ce montant venait à être atteint.

Dans le cas où ce montant ne serait pas atteint, les Titulaires ne pourront élever aucune réclamation et ne pourront prétendre à aucune indemnité.

11. PRIX DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre vise l'achat de prestations définies à titre indicatif qui pourront être précisées au moment des marchés subséquents sans toutefois y apporter des modifications substantielles.

Les prix de l'accord-cadre sont unitaires et forfaitaires.

L'offre de prix pour l'accord-cadre est constituée par le Bordereau de Prix Unitaires.

Les prix fixés pour les différentes missions sont les suivants :

Coût journalier HT					
Phase de mission	Ingénieur AMO	Ingénieur MOE	Technicien	Projeteur	autre
Missions AMO					
Etude d'opportunité					
Etude faisabilité					
Plans					
Phase de consultation					
Phase de conception					
Phase travaux					
Missions MOE					
Concours					
Esquisse					
APS					
APD					
PRO/DCE					
ACT					
Document d'exécution					
VISA					
Réalisation de travaux					
DET					
AOR					
Mission de diagnostics					

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent accord-cadre et dans chacun des marchés subséquents, sont exprimés hors TVA et sont réputés comprendre toutes les dépenses résultantes de l'exécution des prestations. De ce fait, tous les frais annexes du Titulaire (frais de déplacement, repas, etc..) sont compris dans les prix unitaire du bordereau.

Les frais liés au temps passé (temps passé à la recherche de documents) ne sauraient être imputés à SOLEIL.

12. REVISION DE PRIX DE L'ACCORD-CADRE

12.1. DEFINITION DE LA FORMULE

Les prix du BPU annexés au présent accord-cadre sont fermes durant la première année d'exécution à compter de la date de démarrage des prestations.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de la dernière offre.

Ils pourront être ensuite révisés à la hausse comme à la baisse annuellement à l'issue de cette période dans la limite du plafond résultant de l'application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I/I_0)$$

Dans laquelle :

P = Prix hors taxes après révision,

P₀ = Prix hors taxes initial ou dernier prix révisé,

I = Indice SYNTEC de référence retenu à la date contractuelle d'origine ou lors de la dernière révision,

I₀ = Dernier indice publié à la date de révision,

Le coefficient de révision (I/I₀) est arrondi au millième supérieur.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre, la variation des prix de trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. Dans le cas où l'indice choisi ne pourrait être appliqué du fait de l'absence d'indice de remplacement, SOLEIL fixe au plus juste un nouvel indice de référence, en concertation avec le Titulaire.

Au plus tard un mois avant l'achèvement de la première année de l'accord-cadre, le Titulaire transmettra à SOLEIL une notification écrite précisant l'augmentation qui sera appliquée à la prochaine date anniversaire de l'accord-cadre, à titre indicatif. La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du groupe Achats sur la proposition du Titulaire donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par SOLEIL et ne pourra donc s'appliquer.

12.2. CLAUSE DE SAUVEGARDE

Au cas où l'application de la formule de révision conduirait à une augmentation supérieure à 3 % par rapport au prix en vigueur au début de l'exercice annuel, l'accord-cadre pourra être résilié par SOLEIL, sauf accord entre SOLEIL et le Titulaire sous forme d'un avenant.

12.3. FORME DES PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les prix des marchés subséquents sont fixés selon le dernier BPU en vigueur. Ils sont définitifs, non actualisables et non révisables.

13. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de retard imputable au Titulaire, le Titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalités	
Mission AMO	
Non réponse à un chiffrage	1000 € par absence de réponse
Non-respect des délais programmés	200 € par jour calendaire
Retard dans la transmission des comptes rendus de réunions	200 € par jour calendaire
Retard dans la transmission de documents	200 € par jour calendaire
Retard à une réunion	100 €
Absence à réunion	200 €
Mission MOE	
Non réponse à un chiffrage	1000 € par absence de réponse
Non-respect des délais programmés	200 € par jour calendaire
Retard dans la transmission du support physique électronique	200 € par jour calendaire
Retard à une réunion	100 €
Retard dans la transmission des comptes rendus de chantier/réunions	200 € par jour calendaire
Absence à réunion	200 €
Mission DIAGNOSTICS	
Non réponse à un chiffrage	1000 € par absence de réponse
Non-respect des délais programmés	200 € par jour calendaire
Retard à une réunion	100 €
Retard dans la transmission de documents	200 € par jour calendaire
Absence à réunion	200 €

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date réelle de remise du document ou de l'avis et la date limite prévue.

Les pénalités peuvent se cumuler.

Les pénalités ne sont ni révisables, ni actualisables.

14. CLAUSE DE REEXAMEN

14.1. MODIFICATION A L'ACCORD-CADRE

SOLEIL pourra, le cas échéant et sous réserves du respect de la réglementation, apporter des modifications à l'accord-cadre et ce conformément aux articles R2194-1 et R 2194-2 du Code de la Commande Publique, notamment pour l'ajout de prestations non prévues dans le bordereau des prix unitaires mais devenues nécessaires et conformes à l'objet de l'accord-cadre.

Dans cette hypothèse, une offre de prix sera annexée à l'accord-cadre. A chaque modification, un avenant sera établi. Cet avenant précisera notamment :

- La date d'effet de la modification,
- Le nouveau BPU à jour.

14.2. ATTEINTE DU MONTANT MAXIMUM

SOLEIL pourra, si le montant maximum est atteint au cours d'une période d'exécution :

- Augmenter le maximum de l'accord-cadre pour un montant maximum de 40% par rapport au montant maximum initial, dans le respect des dispositions prévues par les articles R. 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique ;
- Résilier l'accord-cadre sans indemnisation du titulaire et engager éventuellement une nouvelle consultation en vue de son renouvellement.

15. CONDITIONS DE FACTURATION

15.1. TERMES DE PAIEMENT

Le paiement des prestations de chaque commande OS (missions) s'effectuera sur une facturation mensuelle des jours réellement réalisés après approbation de la prestation par SOLEIL et en conformité au planning du Titulaire.

15.2. MODALITES DE FACTURATION

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent accord-cadre devront porter la référence de ce dernier : _____, ainsi que la référence de la mission concernée.

Elles seront adressées par mail à l'adresse suivante : finances@synchrotron-soleil.fr

Les règlements interviendront à 30 (trente) jours fin de mois de réception des factures après approbation de la prestation par SOLEIL.

16. RESILIATION

Il peut être mis fin à l'exécution de l'accord-cadre et/ou des marchés subséquents, avant leur expiration, qu'il y ait faute ou non du Titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

La résiliation de l'accord-cadre avec l'un des Titulaires n'entraînera pas automatiquement sa résiliation avec les autres Titulaires.

En outre, la résiliation de l'accord-cadre, qu'elle soit prononcée à l'encontre de l'accord-cadre conclu avec un Titulaire déterminé ou l'ensemble de ses Titulaires, n'emporte pas résiliation automatique des marchés subséquents n cours de validité ; leur Titulaire doit assurer leur bonne exécution.

16.1. MODALITES DE RESILIATION

Les modalités de résiliation de l'accord-cadre sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

SOLEIL se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre pour faute :

- En cas d'absence répétée ou non justifiée de réponse,
- S'il est constaté le caractère manifeste de la remise de réponses inappropriées, irrégulières, inacceptables et ce, sans justification valable,
- En cas de remise d'offres qualitativement inférieures à l'offre indicative remise lors de l'accord-cadre ou d'anomalies de prix avec risque d'entente anticoncurrentielle.
- En cas de manquement ou de non-réalisation de la prestation pour laquelle le Titulaire s'est engagé.

SOLEIL se réserve le droit de procéder au lancement d'un nouvel accord-cadre ou d'un marché public parallèle s'il estime que le nombre des attributaires de l'accord-cadre est insuffisant pour assurer une concurrence effective.

16.1.1. RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AUX ACCORDS-CADRES

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du Titulaire sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée au Titulaire conformément à l'article 38 du CCAG-PI et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation prévue à l'article 33 du CCAG-PI s'applique.

16.1.2. RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Si le présent accord-cadre est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le Titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 37.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

16.2. TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

Tout différend relatif à la validité ou à l'exécution de l'accord-cadre, non résolu à l'amiable entre les Parties sera soumis aux tribunaux compétents.

17. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile professionnelle.

Cette attestation d'assurance devra être renouvelée annuellement.

18. INTERLOCUTEURS TECHNIQUES

Pour l'exécution du présent accord-cadre, les parties désignent comme interlocuteurs :

Pour SOLEIL

Pour des aspects techniques :

Tel: _____

E-mail : _____

Pour des aspects administratifs :

Tel : _____

E-mail : _____

Pour le Titulaire

Pour des aspects techniques :

Tel : _____

E-mail : _____

Pour des aspects administratifs :

Tel : _____

E-mail : _____

19. DEROGATION AU CCAG 2021

Article du contrat	Articles du CCAG PI auxquels SOLEIL déroge
3.2 - Confidentialité	Article 5 - Confidentialité
13 - Pénalités	Article 14 - Pénalités
16 - Résiliation	Chapitre 7 - Résiliation

20. SIGNATURES VIA YOUSIGN**Pour SOLEIL,**

le :

Directeur Administratif et Financier_____
Directeur Général**Pour le Titulaire,**

le :

